



La Camargue ne doit pas être sacrifiée sur l'autel de la souveraineté énergétique de la France

Appel à l'attention du Président de la République, du premier ministre et des ministres en charge de l'énergie, de l'industrie, de la transition écologique, de l'aménagement du territoire et de la culture

28 Mai 2026

Un patrimoine naturel et culturel d'importance internationale

Le delta du Rhône est l'une des zones humides les plus vastes et diversifiées d'Europe et de Méditerranée. La puissance des processus écologiques à l'œuvre et l'action millénaire des hommes ont façonné une mosaïque de paysages qui abritent une biodiversité et une culture uniques. Située dans un couloir migratoire majeur, cette zone humide iconique accueille 400 espèces d'oiseaux et abrite 103 espèces menacées inscrites sur la liste rouge européenne de l'UICN. Au cœur du « triangle d'or de la biodiversité » qu'elle forme avec la Crau et les Alpilles, la Camargue, au sein de laquelle a été créée en 1927 la première réserve naturelle française, est désormais reconnue internationalement pour sa valeur écologique.

L'Etat français ne s'y est pas trompé : dès les années 1960, avec la création de la DATAR¹, il a attribué à la Camargue une vocation environnementale, alors qu'à l'Est, la zone de Fos-Berre s'engageait dans une destinée industrielle, et qu'à l'Ouest, le Languedoc-Roussillon était dévolu au développement touristique.

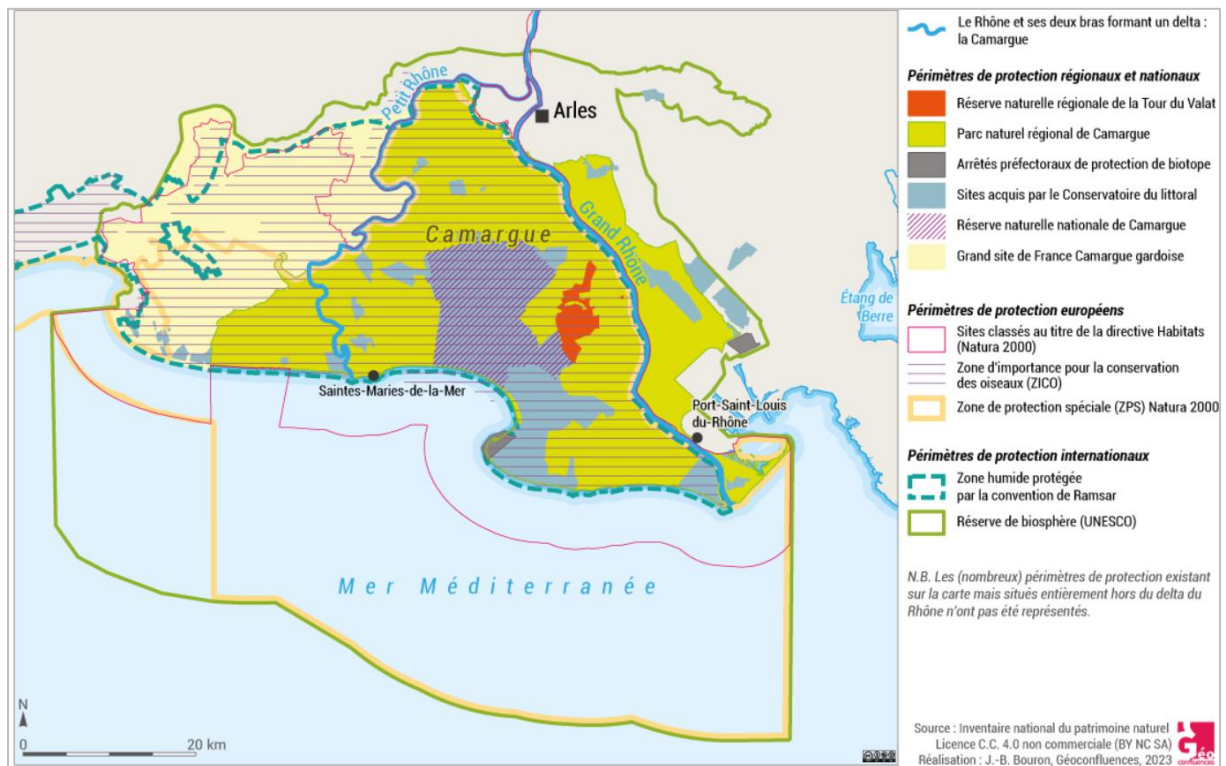
Au fil des décennies, cette vocation environnementale s'est confirmée, à tel point que le delta du Rhône est aujourd'hui le site français qui concentre le plus d'outils de protection et de labels reconnaissant la qualité exceptionnelle de sa biodiversité, de ses paysages et de la relation unique que des générations d'habitants ont développé avec ce territoire mouvant :

- Deux sites Ramsar
- Une réserve de Biosphère UNESCO

¹ Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale

- Divers sites Natura 2000 couvrant la quasi-intégralité du delta biogéographique
- Un Parc Naturel Régional
- Quatre réserves naturelles (deux nationales et deux régionales)
- Un grand site de France
- De nombreux sites du Conservatoire du littoral
- Des Espaces naturels sensibles des départements des Bouches-du-Rhône et du Gard...

La voilà donc préservée, à l'abri des pressions, pense-t-on. La réalité est tout autre.



Carte 1 : Principaux dispositifs de protection dans le delta du Rhône (source : Géo Confluences)

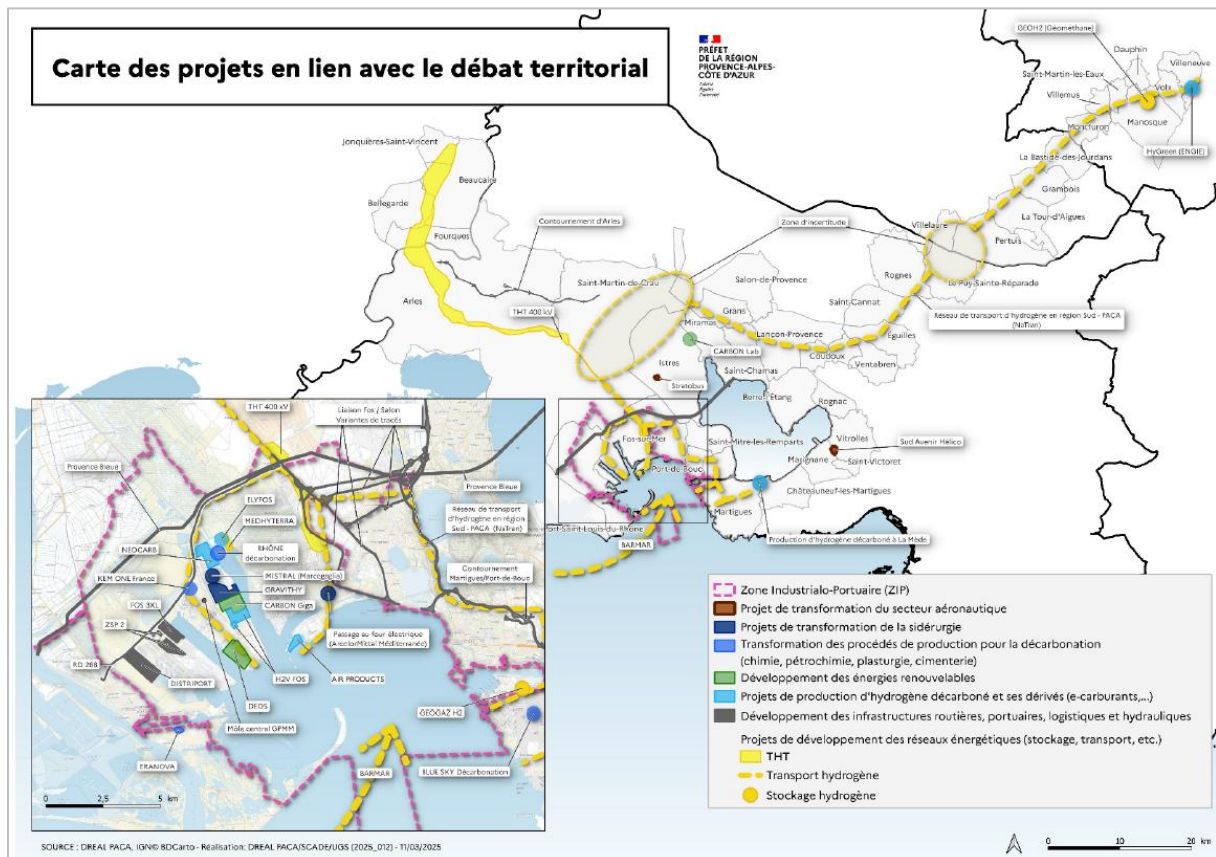
Multiplication des projets d'infrastructures...

Aujourd'hui, la Camargue et la Crau avoisinante subissent des pressions fortes et croissantes. En particulier, la vaste initiative visant à la réindustrialisation et la décarbonation de la zone industrialo-portuaire de Fos-Berre va générer des besoins supplémentaires en électricité qui devraient être principalement couverts par une nouvelle ligne aérienne très haute tension de 400 KV qui traverserait la Camargue, la Crau et la terre d'Argence, sur 65 km entre Jonquières-Saint-Vincent et Fos.

D'autres projets de réseaux énergétiques (BarMar, HyPhen et Hynframed), présentés comme stratégiques, concernent l'approvisionnement en hydrogène liquide depuis l'Espagne et son acheminement vers l'Allemagne via la vallée du Rhône, prévoyant l'installation de nouveaux pipelines au sein d'espaces naturels protégés, en particulier dans la Réserve Naturelle Nationale de Crau.

A cela s'ajoutent un projet autoroutier qui impacterait les rares tourbières du nord de la Camargue, un projet de pont qui faciliterait le transit par camion au cœur du delta, un projet de parcs éoliens offshore qui pourrait impacter de très nombreux oiseaux migrateurs...

Pris isolément, chacun de ces projets soulève des inquiétudes. Ensemble, leurs impacts cumulés pourraient fragmenter les habitats, fragiliser les dynamiques biologiques et hydrologiques, accroître les risques pour les populations locales et réduire les bénéfices que celles-ci retirent d'une Camargue protégée.



Carte 2 : Projets ayant fait l'objet du débat public sur la décarbonation et réindustrialisation de la zone de Fos-Berre en 2025 (Source : DREAL PACA)

... et déficit démocratique

Mais au-delà des impacts écologiques, c'est aussi une autre fracture qui se dessine : celle du dialogue démocratique.

Des efforts de concertation ont bien été faits, en vain : de nombreuses positions et propositions, claires et argumentées, de la part d'élus, citoyens, gestionnaires d'espace naturels, agriculteurs, scientifiques et autres acteurs du territoire, sont balayées face à un intérêt présenté comme supérieur.

En particulier, lors du débat organisé par la Commission nationale du débat public (CNDP) en 2025 sur les projets de réindustrialisation et de décarbonation de Fos-Berre, une opposition forte à la ligne THT aérienne a été exprimée au regard des impacts probables sur la biodiversité, les

paysages et l'économie du territoire. Une contre-proposition enfouie et sous-marine, jugée crédible par une expertise indépendante mandatée par l'Etat, a été élaborée et est soutenue par les élus de l'ensemble des communes concernées situées entre Jonquières et Fos, ainsi qu'un très grand nombre d'acteurs de ces territoires, parmi lesquels de nombreux agriculteurs, regroupés au sein du collectif THT 13/30.

Pourtant à l'issu du débat, l'Etat a maintenu sa position initiale en retenant le besoin de fournir une puissance supplémentaire de 4 GW à horizon 2030, qui selon lui ne peut se faire dans ces délais que via une ligne aérienne. Le ministère de l'Energie a lancé le 13 mai 2026 l'instruction de la déclaration d'utilité publique (DUP) de cette ligne aérienne, faisant fi des multiples voix du territoire et des recommandations de la CNDP demandant à l'Etat et à RTE d'approfondir l'examen des solutions alternatives. Le 26 mai, le Président de la République, à l'occasion de son discours sur le lancement de « l'équipe de France de l'électrification », a déclaré que cette ligne THT est nécessaire pour donner de la visibilité aux industriels de Fos-sur-Mer. Pourtant, l'abandon récent du projet de « *gigafactory* » de panneaux photovoltaïques sur la ZIP de Fos fait désormais craindre que les infrastructures électriques précèdent des projets qui n'aboutissent pas.

Par ailleurs, alors que scientifiques et gestionnaires d'espaces protégés alertent, dans le cadre des procédures de concertation, sur l'impact très probable d'une ligne aérienne sur l'avifaune, une note de la DREAL Occitanie est venue voilà quelques mois corroborer ces analyses, mettant en évidence des risques significatifs et non évitable pour la conservation de trois espèces faisant l'objet d'un plan national d'action (PNA) et un risque de disparition à moyen terme de la seule population française de *Ganga cata*. En cela, le porteur de projet serait dans l'incapacité de remplir ses obligations légales. Pourtant, là encore, ces éléments ne sont pas considérés.

Ignorer les fruits des processus de concertation fragilise la confiance dans la démocratie. Cette situation récurrente fait écho aux alertes du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les défenseurs de l'environnement, qui dénonce dans [son rapport de 2024](#), une érosion des garanties démocratiques et une participation du public de plus en plus fragilisée, tout particulièrement en France.

Repenser les solutions face aux défis

Les défis sont bien réels, mais les réponses ne sauraient opposer économie et environnement, transition énergétique et patrimoine écologique. Elles doivent préserver et valoriser les atouts critiques qui ont fondé la vocation de ce territoire.

La Camargue, territoire deltaïque au ras des flots, au débouché d'un des fleuves les plus puissants d'Europe, est au cœur des défis de ce siècle. Ses zones humides sont non seulement à la base de la richesse écologique, agricole et culturelle de ce territoire, mais elles sont également des « amortisseurs climatiques » de premier ordre, des stocks de carbone majeurs, notre « assurance-vie » face aux changements à venir.

Un appel solennel à l'Etat

Les représentants de réseaux d'espaces protégés, associations nationales de protection de la nature et autres signataires de cet appel, très préoccupés par les développements en cours et les menaces qu'ils représentent pour un joyau dont la valeur naturelle et culturelle est reconnue internationalement, affirment que :

- La transition énergétique et la décarbonation de l'industrie ne doivent pas se faire au détriment la transition écologique, et doivent pleinement intégrer les notions de sobriété énergétique, foncière et hydrique, mais également l'approche « Une seule santé ».
- Les aires protégées ne peuvent être des variables d'ajustement des politiques de souveraineté énergétique ou d'aménagement du territoire ;
- Accepter de tels aménagements et leurs impacts cumulés en Camargue et en Crau, malgré les multiples statuts de protection et labels attachés à ces territoires, en dépit de leur caractère emblématique, représenterait un précédent inacceptable. Cela reviendrait à entériner implicitement qu'aucun espace naturel protégé français ne soit réellement protégé.

Alors que nous célébrons cette année les 50 ans de la loi fondatrice de 1976 sur la protection de la nature ainsi que les 10 ans de la loi de 2016 pour la reconquête de la biodiversité, alors que le gouvernement s'apprête à finaliser et soumettre à la Commission européenne son plan national « Agir pour restaurer la nature », les signataires appellent l'Etat à :

A l'échelle du delta du Rhône :

- **Réaffirmer la vocation environnementale de la Camargue** au même titre qu'il a affirmé la vocation industrielle et logistique de la zone de Fos-Berre, et agir en conséquence,
- **Abandonner le projet de ligne THT aérienne** qui traverserait la Camargue, la Crau et la terre d'Argence, et développer, en concertation, une **solution alternative qui ne soit pas aérienne**.

A l'échelle nationale :

- **Réaffirmer qu'une nature préservée et fonctionnelle est un atout stratégique de la France** et une garantie de résilience face au changement climatique, en conséquence de quoi les espaces naturels protégés doivent être respectés dans leurs périmètres et objets.
- **Assurer la compatibilité de tout nouveau projet d'aménagement avec les objectifs des divers espaces protégés** présents sur les territoires concernés ou susceptibles d'être affectés par ces aménagements,
- **Être garant des processus de participation et de la pleine prise en considération des faits** scientifiquement établis comme des connaissances, avis et propositions des acteurs des territoires concernés par les projets d'aménagement.

Signataires

Comité français de l'UICN
Fédération des conservatoires d'espaces naturels
Forum des gestionnaires d'aires marines protégées
France Nature Environnement
Groupe d'étude des tourbières
Ligue pour la protection des oiseaux
MAB France
Ramsar France
Réseau des grands sites de France
Réserves Naturelles de France
Rivages de France
Société nationale de protection de la nature
Syndicat mixte de Camargue gardoise
Tour du Valat
WWF France